Le recrutement des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) en qualité de maître de conférences contractuel au titre de l'article 29 du décret n° 84-431

Textes de référence :

- Code général de la fonction publique (5° de l'article **L 321-1** et articles **L 352-1** et **L 352-4**) ;
- Code du travail (**article L. 5212-2**) ;
- **Décret n° 84-431 du 6 juin 1984** modifié (articles 9 à 9-2, 22, 29 et 32) ;
- **Décret n° 86-442 du 14 mars 1986** (articles 20 à 23) relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;
- **Décret n° 95-979 du 25 août 1995** (articles 1er (II), 5, 6, 7-1, 7-2, 9 (dernier alinéa) et 9-1) relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 ci-dessus citée ;
- **Arrêté du 13 février 2015** modifié relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences (articles 17 et 18).

Ce concours est ouvert exclusivement au recrutement.

Il n'est pas ouvert aux fonctionnaires titulaires.

I- Recrutement

1

① Conditions

- Justifier de la qualité de bénéficiaire de l'obligation d'emploi (cf. [annexe 1 : liste BOE](#)).
- Diplôme :
 - Doctorat ou habilitation à diriger des recherches, doctorat d'État, doctorat de troisième cycle, diplôme de docteur ingénieur.
 - Ou, pour les titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent : dispense de la possession du doctorat par le CNU.
 - Ou, pour les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent : dispense de la possession du doctorat par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu.
- Qualification :
 - Inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur des universités établie par le CNU (la validité de la qualification est appréciée à la date de clôture des inscriptions au concours).
 - Ou, pour les candidats exerçant, ou ayant cessé d'exercer depuis moins de 18 mois, une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, dispense par le conseil académique ou, dans les établissements non dotés d'un conseil académique, le conseil scientifique ou l'organe en tenant lieu (cf. fiche Galaxie *Recrutement* - chapitre *Dispositions communes aux recrutements précités : constitution et transmission des dossiers de candidature*).

2 Pièces exigées

- une pièce d'identité avec photographie ;
- une pièce attestant de la possession de l'un des titres mentionnés ci-dessus ;
- une présentation analytique des travaux, ouvrages, articles, réalisations et activités en lien avec le profil du poste visé en mentionnant ceux qu'il a l'intention de présenter à l'audition ;
- un exemplaire de chacun des travaux, ouvrages, articles et réalisations mentionnés dans la présentation analytique et qu'il a l'intention de présenter à l'audition ;
- le rapport de soutenance du diplôme produit, le cas échéant ;
- le document justifiant de la qualité de bénéficiaire de l'obligation d'emploi, document en cours de validité au moment de la signature du contrat (la validité doit concerner toute la période du contrat) ;

3 Opérations à effectuer

Apprécier la recevabilité de la demande et soumettre le dossier aux instances compétentes.

4 Date d'effet

Conforme à la date qui figure sur la fiche de poste publiée sur Galaxie. (cf. fiche Galaxie *Recrutement - annexe 5 : Cas de figure particuliers*)

5 Acte à prendre

Contrat conclu par le président ou le directeur de l'établissement d'une durée d'un an (égale à celle du stage des maîtres de conférences). cf. [annexe 2 : contrat-type](#).

Une copie du contrat doit être adressée au ministère (DGRH A2-1 pour les sections 1 à 37 et 60 à 77, et DGRH A2-3 pour les sections 85 à 87 et 90 à 92).

NB : Pour les recrutements sur un emploi impliquant l'accès à une ZRR, le fonctionnaire de sécurité et de défense transmet la demande d'accès au HFDS.

➤ Formation durant le contrat

En application des dispositions de l'article 6 du décret n° 95-979 du 25 août 1995 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique, les agents BOE recrutés en qualité de maître de conférences contractuel doivent bénéficier d'une formation. Par conséquent, ils doivent suivre la formation initiale prévue par l'article 32 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 pour les maîtres de conférences stagiaires et bénéficier, le cas échéant, d'aménagements et/ou de formations complémentaires permettant l'adaptation à l'emploi. Durant cette période, ils sont déchargés d'un sixième de leur service d'enseignement et ne peuvent pas effectuer d'enseignements complémentaires.

➤ Rémunération durant le contrat

L'article 9-1 du décret du 25 août 1995 précité dispose que : « Lorsqu'ils sont titularisés, les agents recrutés en application du présent décret bénéficient de la reprise d'ancienneté de leurs services antérieurs dans les mêmes conditions que les fonctionnaires recrutés par concours. ».

Étant recrutés par contrat, ces agents ne sont pas nommés dans le corps des maîtres de conférences et ne se voient donc pas appliquer l'article 2 du décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 (cf. dispositions concernant le classement dès la nomination en qualité de stagiaire) lors de leur recrutement en qualité de contractuel.

Par conséquent, les intéressés percevront une rémunération équivalente au 1er échelon de la classe normale des MCF, pendant toute la durée de leur contrat, le 1er échelon de la classe normale des MCF ayant une durée d'un an. La reprise des services antérieurs en application des dispositions du décret du 23 avril 2009 sera faite lors de leur titularisation.

II. Suite à donner après un an de contrat

Référence :

- **Article 32** du décret n° 84-431 du 6 juin 1984

Les agents contractuels sont soit titularisés dans le corps des maîtres de conférences, soit renouvelés dans leurs fonctions pour un an, soit leur contrat prend fin.

Procédure à suivre après un an de contrat :

- Avis du conseil académique ou de l'organe en tenant lieu siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs.
- Si avis défavorable du conseil académique ou de l'organe en tenant lieu, celui-ci est communiqué dans les 8 jours de son adoption à l'agent contractuel qui peut, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il en a reçu notification, saisir le conseil d'administration en formation restreinte aux enseignants-chercheurs. Le conseil d'administration entend l'intéressé à sa demande. L'avis du conseil d'administration ainsi saisi se substitue à celui du conseil académique ou de l'organe compétent.

NB : il faut prendre en compte ces délais d'appel pour que l'avis des instances et les actes soient pris avant la fin du contrat.

➤ Titularisation

L'arrêté de titularisation est établi par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

❶ Pièces à adresser au ministère

- PV du conseil académique
- PV du conseil d'administration en cas d'appel de l'intéressé
- avis du directeur de l'IUT ou de l'école (si l'emploi à pourvoir relève d'un institut ou d'une école faisant partie de l'université au sens de l'article L. 713-9 du code de l'éducation)
- copie du contrat BOE
- copie d'une pièce d'identité avec photographie
- attestation des vérifications

❷ Opérations à effectuer

Transmettre le dossier au ministère (DGRH A2-1 pour les sections 1 à 37 et 60 à 77, et DGRH A2-3 pour les sections 85 à 87 et 90 à 92) pour prise de l'arrêté de titularisation.

NB : Pour les recrutements sur un emploi impliquant l'accès à une ZRR, le fonctionnaire de sécurité et de défense transmet la demande d'accès au HFDS.

❸ Acte à prendre

Prendre un arrêté de classement après réception de l'arrêté de titularisation pris par le ministre.

NB : Les services accomplis pendant la durée du contrat sont pris en compte en totalité lors du classement de ces agents. Il n'est pas tenu compte du renouvellement dans ces fonctions.

➤ **Renouvellement du contrat**

❶ **Pièces exigées**

- PV du conseil académique
- PV du conseil d'administration en cas d'appel de l'intéressé
- avis du directeur de l'IUT ou de l'école (si l'emploi à pourvoir relève d'un institut ou d'une école faisant partie de l'université au sens de l'article L. 713-9 du code de l'éducation)

❷ **Acte à prendre**

Etablir un avenant au contrat.

Une copie de l'avenant doit être adressée au ministère (DGRH A2-1 pour les sections 1 à 37 et 60 à 77, et DGRH A2-3 pour les sections 85 à 87 et 90 à 92).

➤ **Non-renouvellement du contrat**

Dans le cas où le conseil académique ou l'organe compétent en tenant lieu siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs émet un avis défavorable à la titularisation ou au renouvellement du contrat, ce dernier prend fin. Le contrat étant arrivé à son échéance, il n'est pas nécessaire de licencier l'agent. Par conséquent, aucun acte n'est à établir.

Annexe 1 : liste des BOE

Textes de référence :

- Articles **L. 5212-2** et **L. 5212-13** du code du travail ;
 - **Article 27** de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.
-
- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ;
 - les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
 - les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
 - les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 241-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, soit :
 - les invalides de guerre titulaires d'une pension militaire d'invalidité en raison de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées dans le cadre du service au cours des guerres ou des expéditions déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente ;
 - les victimes civiles de la guerre ;
 - les sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service ou à l'occasion du service ;
 - les victimes d'un acte de terrorisme ;
 - les personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire, dans le cadre de leurs fonctions professionnelles au service de la collectivité ou de leurs fonctions électives au sens du code électoral, ont subi une atteinte à leur intégrité physique, ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie en service ou à l'occasion du service et se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle ;
 - les personnes qui, exposant leur vie, à titre habituel ou non, ont contribué à une mission d'assistance à personne en danger et ont subi une atteinte à leur intégrité physique ou ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie lors de cette mission, se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle.
 - les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
 - les titulaires de la carte "mobilité inclusion" portant la mention "invalidité" définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 - les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Annexe 2 : contrat type - recrutement de contractuel BOE

- VU le code de l'éducation, notamment son article L. 951-3 ;
 VU le code général de la fonction publique, notamment son article L 352-4 ;
 VU le code du travail, notamment ses articles L. 5212-2 et 5212-13 ;
 VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicable aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
 VU le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
 VU le décret n° 2013-305 du 10 avril 2013 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux corps d'enseignants-chercheurs et personnels assimilés et à certains personnels de l'enseignement supérieur ;
 VU la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé [ou le justificatif d'une autre qualité de bénéficiaire de l'obligation d'emploi] en date du ;
 VU la délibération finale du Comité de sélection du et la décision du Conseil académique réuni en formation restreinte aux enseignants-chercheurs en date du ,

entre les soussigné·e·s :

le président de l'université de d'une part,
 et
 M./Mme nom de famille : nom d'usage :
 prénom :
 né·e le à
 Adresse :
 d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er.- M./Mme , reconnu·e bénéficiaire de l'obligation d'emploi par la décision du susvisée, est recruté·e en qualité d'agent contractuel dans les conditions mentionnées aux articles 1 et 2 du décret du 25 août 1995.

Le présent contrat est conclu pour une période de 1 an à compter du .

ARTICLE 2.- M./Mme assure les fonctions de maître de conférences à l'université de [établissement et adresse de l'affectation].

Elle·il effectue un service à temps complet. (Le cas échéant : L'intéressé·e est autorisé·e à exercer ses fonctions à temps partiel selon une quotité de travail de... % conformément à l'article 7-1 du décret du 25 août 1995 précité).

ARTICLE 3.- Dans l'exercice de ses fonctions, l'intéressé·e est soumis·e aux obligations de service telles que fixées par l'article 7 du décret du 6 juin 1984 susvisé.

ARTICLE 4.- M./Mme bénéficie, durant cette période, d'une formation en application des dispositions de l'article 6 du décret du 25 août 1995 susvisé. Elle·il suit la formation initiale prévue par l'article 32 du décret du 6 juin 1984 dans les conditions des stagiaires issus du concours.

ARTICLE 5.- M./Mme perçoit le traitement afférent au 1er échelon de la classe normale du corps des maîtres de conférences (IB 544).

L'indemnité de résidence et, le cas échéant, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités auxquelles peuvent prétendre les stagiaires lui sont également versés. [à compléter le cas échéant]

ARTICLE 6.- Au terme de ce contrat, l'aptitude professionnelle de M./Mme est évaluée selon les modalités prévues par l'article 32 du décret du 6 juin 1984 susvisé.

ARTICLE 7.- Le présent contrat peut faire l'objet, le cas échéant, d'un seul renouvellement pour une durée équivalente dans les conditions prévues à l'article 8-II du décret du 25 août 1995 susvisé.

Il peut être prolongé par avenant, le cas échéant, en application des articles 7-1 et 7-2 du même décret.

ARTICLE 8.- L'intéressé·e bénéficie du régime spécifique des horaires et des congés des fonctionnaires titulaires stagiaires du corps des maîtres de conférences.

ARTICLE 9.- Le tribunal administratif de _____ est compétent pour statuer sur tout litige né de l'exécution du présent contrat.

Fait à _____, le _____

Signature de l'autorité compétente

Signature _____ de _____ l'intéressé·e
précédée de la mention « lu et approuvé »

Ampliation :

- intéressé·e
- ministère (DGRH A)